

PARTIE 2

# DONNÉES SUR LE DÉPLACEMENT INTERNE : DES DÉFIS AUX OPPORTUNITÉS

---



*Les personnes déplacées  
reçoivent de l'aide sur un site  
de distribution dans la zone  
de Gedeo, en Éthiopie. Crédit  
photo : OIM/  
Olivia Headon, septembre 2018*

# POURQUOI LES DONNÉES SUR LE DÉPLACEMENT INTERNE SONT-ELLES IMPORTANTES ?

Compte tenu du nombre de déplacés internes dans le monde qui ne cesse d'augmenter et des crises de plus en plus prolongées, il est plus important que jamais que toutes les parties prenantes œuvrant sur la question des déplacements internes disposent de données et d'informations factuelles exhaustives et précises. Nous avons actuellement une bonne idée du nombre de déplacés internes d'un pays à l'autre, mais il reste encore beaucoup à apprendre sur l'ampleur, les caractéristiques, les impacts et les facteurs du phénomène, en particulier dans les zones urbaines. Un certain nombre de questions restent sans réponse sur la capacité des personnes déplacées à trouver des solutions durables.

Il existe de nombreuses bonnes raisons d'investir dans des données et des preuves de qualité. Cela aide à établir un ordre de priorité en matière d'affectation des ressources ainsi que à informer la programmation et l'élaboration des politiques ainsi que le plaidoyer. Il en résulte également une meilleure compréhension du déplacement interne, ce qui aide à prévoir et à contextualiser les tendances, et permet ainsi d'améliorer les interventions et la planification à long terme. Cela met aussi en lumière les coûts et les impacts du phénomène sur les individus, les communautés et les États, ce qui aide à plaider en faveur de la réduction des risques et à promouvoir la responsabilisation des gouvernements et des autres parties prenantes à l'égard des personnes vulnérables.

L'amélioration des données et des preuves peut également remettre en cause les hypothèses et les dogmes concernant la nature des crises de déplacement, notamment celles en milieu urbain, qui restent mal comprises. Des données de référence et des preuves solides aux niveaux national et mondial sont nécessaires pour pouvoir mesurer le succès des efforts déployés pour protéger et assister les déplacés internes, ainsi que pour les aider à trouver des solutions durables. Il est également primordial d'utiliser les données pour mieux comprendre le phénomène au fil du temps, notamment le risque de déplacement, afin d'informer la réalisation des objectifs de développement durable et le suivi des progrès accomplis à cette fin.

Pour être considérées comme exhaustives et robustes, les données sur le déplacement interne doivent couvrir les causes, les déclencheurs, les schémas et les impacts du déplacement sous toutes ses formes et quelle que soit son ampleur, y compris sa durée et sa sévérité. Il est également essentiel que ces données soient enregistrées à l'aide de méthodes permettant de suivre les flux de population en fonction des événements et sans seuils minimaux de collecte et d'analyse, afin de bien cerner et différencier les catastrophes à petite échelle ou les conflits localisés des événements majeurs qui déclenchent des déplacements de masse.

Les données doivent être désagrégées par caractéristiques géographiques, démographiques, temporelles et socioéconomiques, couvrant également les communautés d'accueil afin de permettre l'identification des groupes vulnérables et de ne laisser personne pour compte.

Des progrès importants ont été réalisés, notamment dans le développement et l'utilisation de technologies et de méthodologies novatrices qui seront examinées ci-après. Les partenariats aux niveaux national et international doivent être renforcés et la capacité des organisations gouvernementales à enregistrer les données sur les déplacements doit être améliorée. En outre, une collaboration accrue aiderait à explorer le potentiel inexploité des données pour générer des preuves et des informations sur l'ensemble du spectre de la mobilité humaine et ses liens avec les défis et les opportunités de développement.

Outre une volonté politique, des ressources suffisantes et des capacités appropriées, une représentation claire et complète de la sévérité et de l'ampleur du déplacement interne permettra à ceux qui s'attaquent à ce phénomène de prendre les mesures appropriées pour réduire le risque de déplacement. Cela aiderait également les donateurs, la communauté humanitaire et les organisations de développement à prioriser leurs dépenses et les gouvernements nationaux et locaux à prendre des décisions fondées sur des preuves.

# COORDINATION ET COLLABORATION : L'ÉCOSYSTÈME DE DONNÉES SUR LE DÉPLACEMENT INTERNE

## QUI UTILISE LES DONNÉES SUR LE DÉPLACEMENT INTERNE ET À QUELLES FINS ?

Un large éventail de parties prenantes aux rôles divers produisent et publient des données sur le déplacement interne pour différentes raisons, notamment des gouvernements, des agences des Nations Unies, des ONG locales et internationales, et des organismes de recherche. Certains se concentrent sur la collecte des données, d'autres soutiennent leur partage ou leur analyse, et d'autres encore exécutent une combinaison de fonctions.

Les données sur le déplacement interne sont souvent collectées ou analysées dans le cadre d'exercices plus vastes, ou peuvent être extrapolées à partir de rapports axés sur d'autres questions telles que le logement ou la protection. En général, elles ne couvrent pas la portée des crises de déplacement dans son intégralité, en raison de restrictions d'accès, de fonds insuffisants, de problèmes de sécurité ou d'autres facteurs. De plus, les données collectées ne sont pas toujours rendues publiques pour accroître la transparence et la responsabilisation.

Les utilisateurs des données aux niveaux local, national, régional et mondial peuvent être répartis dans les grandes catégories suivantes :

- | Les gouvernements, les donateurs et les décideurs institutionnels utilisent les données pour élaborer des lois et des politiques, pour décider où investir des ressources à des fins de prévention, de planification et d'intervention, et pour suivre les progrès accomplis au fil du temps
- | Les parties prenantes opérationnelles (y compris les coordonnateurs) utilisent les données pour informer les réponses aux crises de déplacement interne, rassembler et agréger des chiffres, et aider à suivre les tendances et à identifier les risques pour éclairer la programmation future
- | Les personnes déplacées peuvent utiliser les données pour éclairer leurs propres prises de décision et pour plaider en faveur de meilleures prestations de services, de solutions inclusives et du respect de leurs droits civils, humains et politiques
- | Les organismes de recherche utilisent les données pour analyser les tendances, les schémas et les effets des déplacements, pour rassembler et agréger des chiffres, et pour comprendre des aspects émergents ou sous-explorés du déplacement interne
- | Les organisations de la société civile utilisent les données pour sensibiliser l'opinion et pour plaider en faveur de changements de politique, d'allocation de ressources et d'une programmation plus efficace
- | Les initiatives technologiques utilisent les données pour identifier de meilleurs moyens de quantifier le déplacement et de comprendre ses effets
- | Les médias utilisent les données et éléments de preuve pour produire des comptes rendus et informer le public

Les principales fonctions exercées par diverses parties prenantes aux niveaux national et mondial dans l'écosystème de données sont décrites ci-dessous. Certaines parties prenantes se spécialisent dans des fonctions spécifiques, mais beaucoup s'engagent dans plusieurs d'entre elles (cf. Figure 9).

- | Collecte des données primaires : processus consistant à collecter des informations spécifiques sur les déplacés internes et les autres populations touchées par des crises, en utilisant des méthodes comprenant des entretiens avec des informateurs clés, des enquêtes et diverses formes d'enregistrement
- | Agrégation des données : une fois que les données primaires ont été collectées, elles sont regroupées avec d'autres données pour faciliter l'analyse à des fins géographiques, sectorielles, temporelles ou thématiques
- | Analyse des données : une fois que les données ont été collectées et/ou agrégées, elles sont évaluées et examinées pour éclairer et étayer la prise de décisions politiques et opérationnelles, l'élaboration de rapports et la recherche
- | Référentiels de données : plates-formes de stockage qui hébergent et conservent les données selon des catégories spécifiques et qui sont utilisées pour faciliter l'analyse, l'élaboration de rapports et la recherche

| **Coordination** : processus consistant à rassembler les travaux de différentes parties prenantes qui collectent et agrègent des données afin de partager des informations et, le cas échéant, d'harmoniser leurs efforts

| **Recherche** : utilisation de données primaires ou agrégées pour produire des études qualitatives et quantitatives qui explorent des champs d'investigation particuliers et répondent à des questions spécifiques

| **Assistance technique et renforcement des capacités** : provision d'avis d'experts et de formations aux gouvernements et autres parties prenantes pour renforcer leurs capacités dans des domaines tels que le profilage et d'autres méthodes de collecte de données

Un certain nombre de processus, d'initiatives, de réseaux et de cadres sont axés sur les données humanitaires ou de développement et incluent le déplacement interne en tant que composante de leur travail, mais peu se concentrent uniquement sur les données relatives aux déplacements internes.

## OBTENIR DES DONNÉES DE MEILLEURE QUALITÉ

L'écosystème de données sur le déplacement est d'autant plus complexe que les parties prenantes exercent souvent plusieurs fonctions. En outre, les différentes parties prenantes priorisent les défis de différentes manières, en fonction de leur objectif (par exemple humanitaire ou de développement) et des niveaux auxquels elles opèrent (par exemple local, national, régional ou mondial). Certains défis impliquent un chevauchement institutionnel ou une prolifération potentielle d'initiatives, mais, selon diverses conversations formelles et informelles que l'IDMC a pu avoir, les principaux défis à relever pour obtenir des données et des éléments de preuve exhaustifs et de qualité concernent principalement le manque de normes communes, une coordination inefficace, et un partage et une interopérabilité limités.

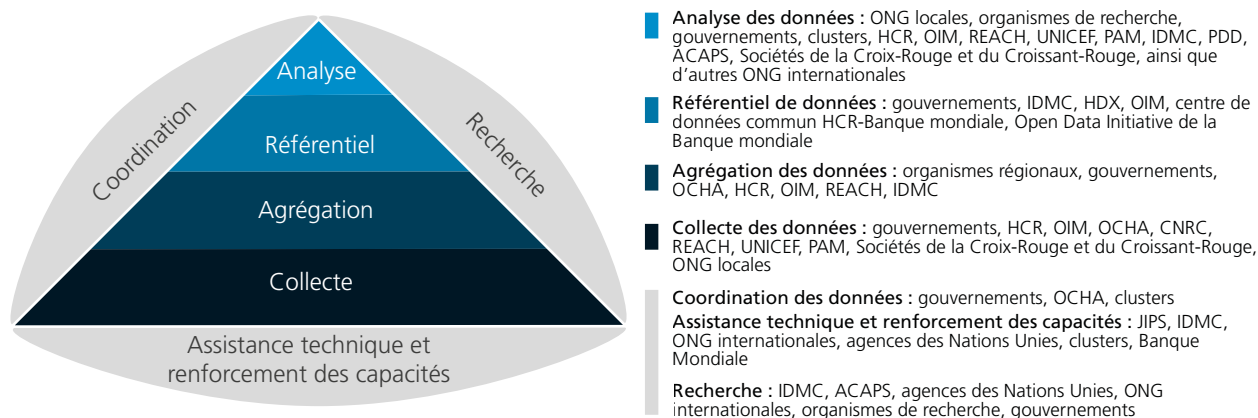
## Normes communes

Il existe des directives conceptuelles et juridiques sur le déplacement interne, à commencer par les Principes directeurs, et elles englobent diverses ressources telles que le Cadre du Comité permanent interorganisations (IASC) sur les solutions durables pour les personnes déplacées dans leur propre pays, ses directives opérationnelles sur la protection des personnes en situation de catastrophe naturelle, et la publication de la Brookings Institution intitulée « Addressing Internal Displacement : A Framework for National Responsibility ».<sup>266</sup>

La transposition de ces directives en normes communes concrètes pour la collecte et l'analyse de données s'est toutefois révélée difficile. Il n'y a pas encore d'accord sur des questions importantes telles que : comment mesurer systématiquement la fin du déplacement et quelles sont les meilleures méthodes pour rendre compte avec précision de ses différentes étapes et caractéristiques. Cela entrave considérablement la disponibilité et la compilation de données et d'éléments de preuve de qualité et comparables aux niveaux national et mondial.

Des processus tels que le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (EGRIS), créé par la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU) à sa 47e session en 2016, commencent à traiter certaines de ces questions dans la mesure où elles se rapportent aux statistiques officielles. Ce groupe comprend divers gouvernements, des experts internationaux et des organisations telles que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Banque mondiale, l'OIM, le Joint IDP Profiling Service (JIPS) et l'IDMC, entre autres. Il a élaboré deux séries de directives à l'intention des offices nationaux de statistique, à savoir les Recommandations internationales sur les statistiques des réfugiés (IRRS) et les Recommandations internationales sur les statistiques des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IRIS).<sup>267</sup> Il est important de renforcer les capacités des gouvernements et d'élaborer ce type d'orientation. Les

FIGURE 9 : Fonctions dans l'écosystème de données sur les déplacements internes



Ce graphique ne vise pas à fournir une liste exhaustive des organisations contribuant à chaque catégorie.

recommandations de l'EGRIS constitueront une ressource extrêmement précieuse une fois finalisées en 2020.

Cependant, dans de nombreuses situations de déplacement, les gouvernements manquent encore de capacités et de soutien pour collecter des données ou sont peu incités à le faire. Les principales lacunes en matière de données sont actuellement en grande partie comblées par les organisations humanitaires et de développement, qui collectent l'essentiel des données sur les déplacements. Toutefois, leur planification opérationnelle et leurs réponses nécessitent des informations différentes des statistiques officielles.

Les directives de l'IASC pour améliorer la collecte de données communes afin d'informer la préparation et la réponse aux catastrophes, mentionnées ci-dessus, décrivent les jeux de données communs nécessaires pour répondre aux urgences humanitaires. Ce modèle de gouvernance définit les responsabilités en matière de gestion des données, les normes techniques et les recommandations visant à améliorer la qualité et l'interopérabilité des données.<sup>268</sup> Pour appuyer ces directives, l'IASC a développé et approuvé des jeux de données opérationnelles, diffusés par l'OCHA. Ceux-ci exposent et partagent les données de base entre secteurs pour la cartographie et à d'autres fins d'information et de planification.

Le cadre de solutions durables de l'IASC est également soutenu par une bibliothèque qui s'appuie sur le cadre de l'IASC pour développer un ensemble d'indicateurs et de directives pour l'analyse de solutions durables dans des contextes de déplacement interne.<sup>269</sup> Ces analyses peuvent aider les autorités nationales et les autres parties prenantes à élaborer des réponses conjointes fondées sur des preuves aux crises de déplacement.

Cependant, pour améliorer encore la qualité de la base factuelle sur le déplacement interne, les parties prenantes nationales et internationales devront s'accorder sur des définitions claires des concepts de base et développer des mesures et des indicateurs communs. Elles pourraient aussi s'appuyer sur des indicateurs existants d'autres domaines en tant qu'indicateurs indirects pour le suivi et l'analyse de différentes formes de déplacement.

## Coordination

Il existe des exemples de bonne coordination en matière de collecte de données. Cependant, de nombreuses crises de déplacement surviennent dans des pays où les gouvernements ont peu de moyens pour collecter des données ou, dans certains cas, de volonté politique

à cet égard. Au sein de la communauté internationale, bien que le rôle du coordonnateur humanitaire soit de diriger et de coordonner les interventions en cas de crise, aucune organisation n'a le mandat unique de diriger et de contrôler la réponse au déplacement interne.

Même lorsque le système de clusters ou d'autres consortiums fonctionnent, la coordination au sein de ceux-ci et entre eux peut se révéler difficile et créer ainsi des problèmes de collecte et d'agrégation de données affectant en fin de compte la qualité des éléments de preuve. Lorsque les autorités nationales dirigent la collecte ou l'agrégation de données, généralement en réponse à des catastrophes, les disparités en matière de couverture et la fragmentation des jeux de données entre ministères ou niveaux administratifs constituent également des défis. Le manque de coordination est également un problème international, qui peut créer une confusion quant à la portée des mandats institutionnels. Cela peut aboutir à des initiatives qui se chevauchent et, en fin de compte, à la publication de données moins exhaustives et moins fiables que celles qui auraient été obtenues avec une coordination plus efficace.

Afin d'éviter les doublons et d'identifier les complémentarités potentielles, les projets et processus nouveaux et existants relatifs aux données devraient être liés et alignés autant que possible. La possibilité de collaborer sur une recherche thématique plus large allant au-delà des données aiderait également à établir une base factuelle plus solide sur le déplacement interne.

## PARTAGE DE DONNÉES ET INTEROPÉRABILITÉ

Les données interopérables proviennent de différentes sources mais peuvent être analysées ou comparées conjointement pour aider à consolider les chiffres et à créer des informations contextuelles plus globales à l'appui de l'analyse, de la prise de décision et de la responsabilisation. En pratique, cependant, différentes organisations définissent et surveillent les mouvements de population et collectent des données de différentes manières et il peut même y avoir des différences au sein des organisations dans la définition des populations, de leurs mouvements et de leurs besoins. Autrement dit, les données produites ont tendance à ne pas être interopérables. Au niveau national, cela peut nuire à l'efficacité de la programmation et entraver l'analyse essentielle des tendances, des schémas et des liens entre les différents mouvements de population.

Le manque d'interopérabilité affecte également les efforts déployés pour agréger et analyser les données

au niveau mondial, notamment pour les prévisions. Pour résoudre ce problème, les organisations doivent partager des informations plus régulièrement, de manière cohérente et systématique, en tenant dûment compte des préoccupations relatives à la protection et à la confidentialité des données. Elles doivent également identifier les différentes méthodes qu'elles utilisent pour collecter les données plus clairement afin de renforcer les analyses et d'identifier les éventuels doublons, les chevauchements et les lacunes de la couverture.

tifier les différentes méthodes qu'elles utilisent pour collecter les données plus clairement afin de renforcer les analyses et d'identifier les éventuels doublons, les chevauchements et les lacunes de la couverture.

## Encadré 1. HXL : rendre les bases de données interopérables et utiles

La quantité considérable de données disponibles sur différentes plates-formes constitue l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les utilisateurs de données. Une façon de résoudre ce problème consiste à étiqueter, stocker et partager les données relatives aux déplacements de manière à permettre un accès et une utilisation plus faciles, plus rapides et plus efficaces.

Le langage d'échange humanitaire (Humanitarian Exchange Language, ou HXL, prononcé HEXel) vise précisément ce but.<sup>270</sup> Il s'agit d'un nouveau type de norme, conçu pour compléter plutôt que remplacer les processus existants liés aux données humanitaires. Soutenu par un certain nombre de partenaires sous la direction de l'OCHA, il vise à réduire les doublons, à améliorer l'interopérabilité, à semi-automatiser la préparation des données et à utiliser les applications de visualisation de données existantes à l'aide de balises et de pratiques communes.

L'OIM, par exemple, télécharge, met à jour et partage ses données DTM (Displacement Tracking Matrix) sur la plate-forme de données humanitaires (HDX) dans le cadre de sa procédure d'exploitation standard. Elle ajoute également des hashtags HXL pour améliorer le traitement et le partage. Les balises communes comprennent la division administrative, les informations géographiques, la population, le secteur, les besoins et les incidents/événements. Cela aide à harmoniser et à améliorer la qualité et l'utilité des données.<sup>271</sup>

L'ajout d'une ligne de hashtags HXL à une feuille de calcul améliore considérablement l'interopérabilité. Par exemple, `#country+name` identifie une colonne contenant des noms de pays, `#adm1+name` identifie une colonne contenant des noms de subdivision géopolitique de haut niveau et `#affected+idps+ind` identifie une colonne contenant le nombre de déplacés internes (PDI). Les hashtags étant normalisés, les différences dans l'organisation des colonnes, voire le nombre de colonnes, ne posent plus de problème.<sup>272</sup>

	Pays	Subdivision géopolitique de haut niveau	Nombre de PDI
<b>#HXL</b> →	<code>#country+name</code>	<code>#adm1+name</code>	<code>#affected +idps +ind</code>
	Burundi	Admin1	Nombre de PDI
	République centrafricaine	ADM1_NAME	IDP_ind
	Libye	ADM 1 Geodivision (EN)	PDI à Baladiya (IND)
	Madagascar	Admin 1	Nombre total de PDI
	Nigéria	Situation de déplacement	Nombre de PDI

L'IDMC publie tous ses jeux de données disponibles au public avec des balises HXL pour faciliter leur promotion, leur diffusion et leur partage. Le balisage facilite également la visualisation des données à l'aide de plates-formes telles que HDX et ses outils.<sup>273</sup>

# LACUNES CRITIQUES DANS LES DONNÉES ET MOYENS DE LES SURMONTER

L'IDMC recueille des données auprès d'un large éventail de sources, notamment d'agences des Nations Unies, de gouvernements nationaux, du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, d'ONG internationales et locales, et de sources médiatiques (cf. Figure 10). Ces organisations sont engagées dans diverses activités humanitaires, de développement, de défense des droits humains et autres. Elles diffèrent également largement en termes de portée régionale et nationale, et de types de mouvements et de mesures dont elles rendent compte.

S'agissant des données utilisées par l'IDMC pour compiler ses estimations mondiales des déplacements liés aux catastrophes, 75 % proviennent de gouvernements nationaux. Pour obtenir des données sur les déplacements liés aux conflits et à la violence, l'IDMC s'appuie largement sur les agences des Nations Unies et organisations humanitaires.

L'IDMC utilise les données fournies par différentes sources pour produire les meilleures estimations possibles des déplacements internes aux niveaux national et mondial (cf. Figure 11). Ce faisant, nous avons identifié des lacunes critiques dans la collecte de données qui empêchent une évaluation complète de l'ampleur, de la nature, des tendances et des impacts du phénomène. Néanmoins, des progrès ont été réalisés dans certains domaines, et les nouvelles technologies et approches disponibles laissent entrevoir des avancées importantes pour l'avenir.

## MÉTHODES INCOHÉRENTES

L'absence de méthodes cohérentes de collecte et d'analyse des données pose de nombreux problèmes. Lorsque différentes parties prenantes utilisent différentes méthodes pour collecter des données sur les déplacements dans le même pays, il peut en résulter des estimations contradictoires du nombre de déplacés internes, de nouveaux déplacements ou de retours. Cela peut prêter à confusion parmi les décideurs politiques, les donateurs et les organisations sur le terrain, et nuire à l'efficacité des interventions et à l'établissement de priorités pour la mobilisation de ressources nécessaires pour faire face aux crises de déplacement interne. Lors de certaines crises, les obstacles à l'accès humanitaire dans les zones où se trouvent des déplacés internes entravent ou limitent considérablement les efforts de collecte de données. Dans d'autres, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir la valeur ajoutée de la collecte simultanée de données dans des lieux similaires.

Cette question rend également plus difficile l'agrégation et la comparaison des données aux niveaux régional et mondial, en particulier si aucune explication adéquate des différentes méthodes permettant de réaliser une analyse complète n'est fournie. Cela entrave les efforts visant à comprendre la dynamique régionale des crises. La collecte de données sur les déplacements continuera nécessairement à impliquer un certain nombre de parties prenantes. Le traitement de cette question nécessite l'élaboration d'approches claires, harmonisées et cohérentes de la collecte de données pour ces parties prenantes.

FIGURE 10 : Flux de travail de l'IDMC

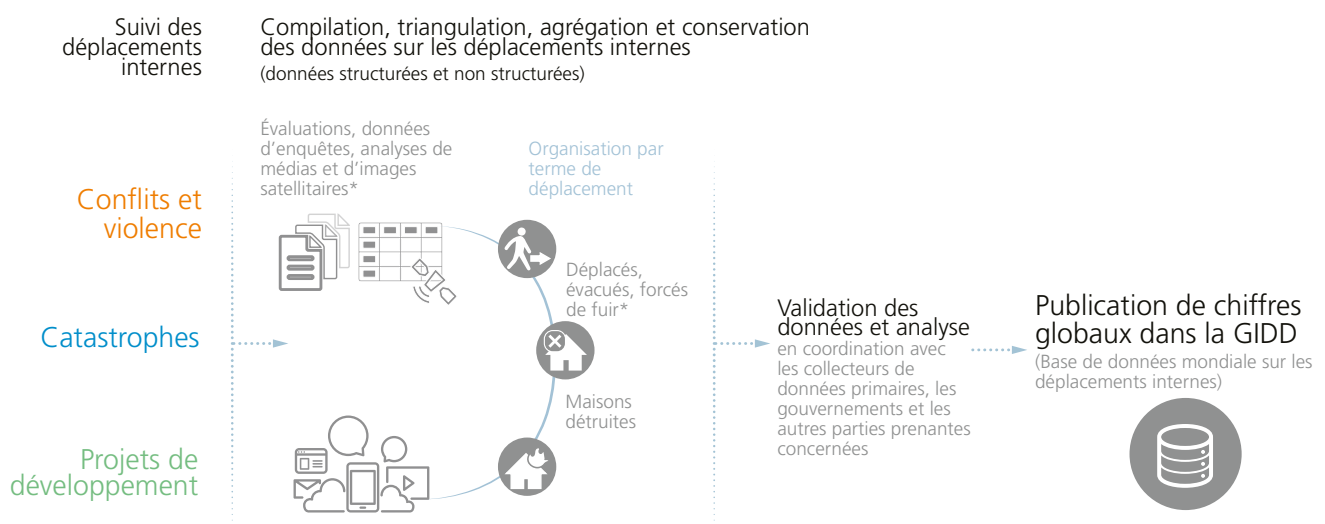
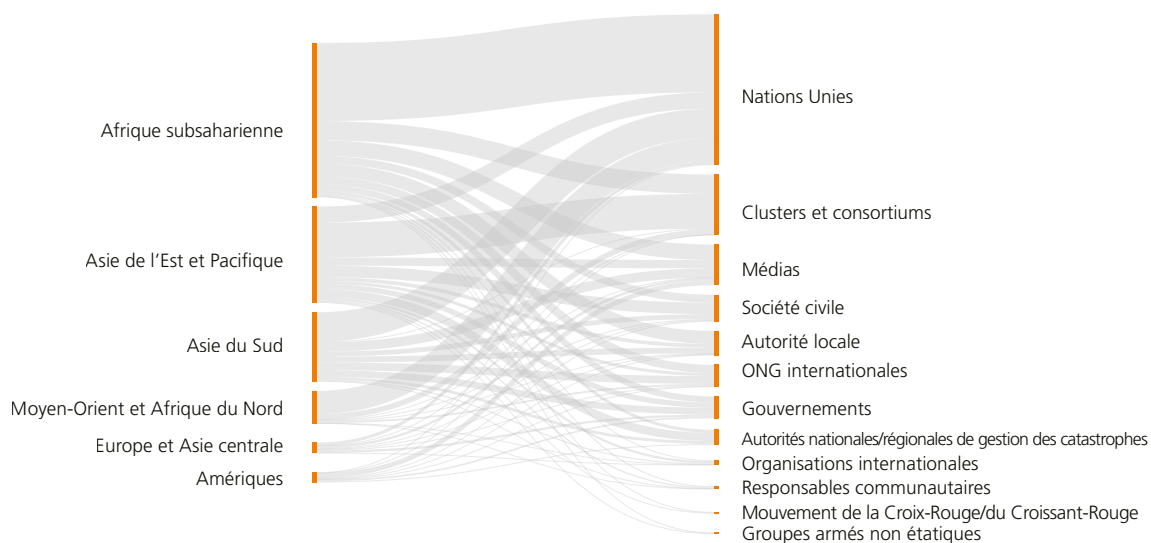
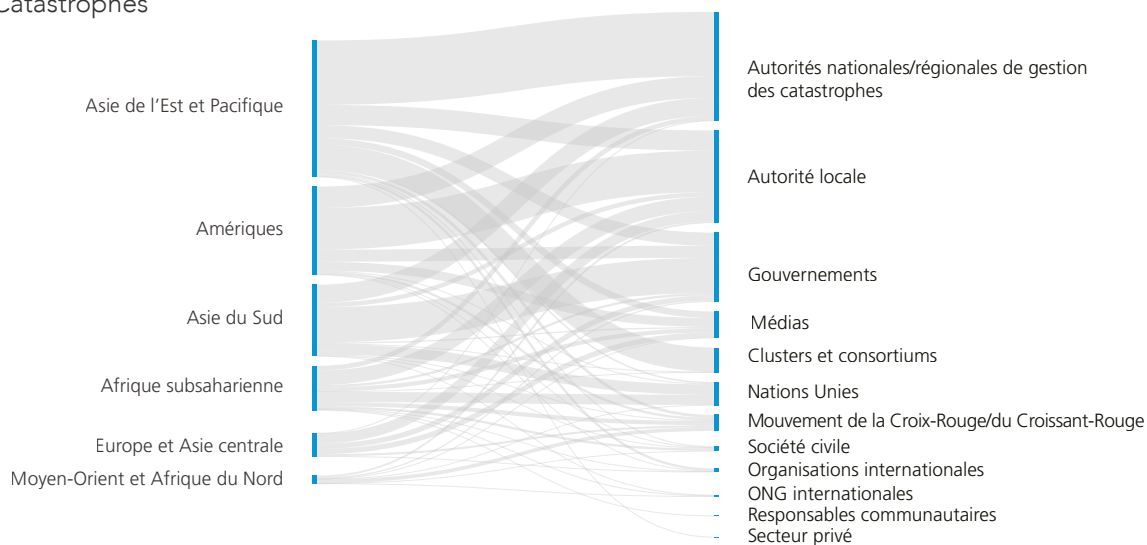


FIGURE 11 : Sources des estimations de l'IDMC pour les déplacements liés aux conflits et à la violence, ainsi qu'aux catastrophes, par région

### | Conflits et violence



### | Catastrophes



Remarque : l'IDMC fait la distinction entre la source, l'origine des informations et leur publication. Les sources fournissent leurs propres chiffres pour les personnes déplacées internes.



# TRIANGULATION DES DONNÉES

## De quoi s'agit-il et pourquoi est-ce utile ?

La triangulation des données vise principalement à accroître leur crédibilité et leur validité.<sup>274</sup> L'IDMC utilise la triangulation pour valider des jeux de données provenant de diverses sources décrivant le même phénomène. Cela devient plus pertinent que jamais, compte tenu du cycle actuel très dynamique des nouvelles, notamment de la prolifération des « fake news » et du fait que tout le monde peut présenter des informations non vérifiées, ce qui peut entraîner des divergences importantes dans les informations communiquées et une confusion quant au nombre réel de déplacements. Environ 70 % des informations sur les catastrophes enregistrées dans la base de données de l'IDMC en 2018 ont été collectées à des fins de triangulation.

La méthode de l'IDMC pour estimer les déplacements liés aux catastrophes en Afghanistan démontre la valeur de la triangulation. L'OIM et l'OCHA collaborent étroitement avec les organisations humanitaires locales pour produire deux jeux de données complets sur les dégâts causés par les catastrophes. L'OCHA a enregistré 235 incidences de catastrophes au cours du premier semestre 2018 et l'OIM en a enregistré 304. Les jeux de données se chevauchaient géographiquement. Celui de l'OCHA couvrait 24 des 34 provinces afghanes et celui de l'OIM en couvrait 26 ; 23 provinces étaient couvertes par les deux. Les deux jeux de données diffèrent par la terminologie utilisée pour classer les événements catastrophiques ou les logements endommagés ou détruits, ce qui met en évidence la nécessité de synchroniser et d'établir des définitions et des mesures communes.

L'IDMC a utilisé les deux jeux de données pour analyser les déplacements provoqués par les inondations de mai 2018. En utilisant les données de l'OCHA sur la destruction de logements comme indicateur indirect du nombre de personnes déplacées, l'IDMC a obtenu le chiffre de 24 589. Les données de l'OIM sur la destruction de logements ont fourni une estimation de 12 090 personnes déplacées. Selon d'autres données de l'OIM sur les personnes affectées vivant dans des familles d'accueil et des quartiers informels, 44 884 personnes ont été déplacées. L'IDMC a comparé ces données en tenant compte des différences dans les définitions et la couverture, ainsi que du risque de double comptage.

Elle a également triangulé les données avec des informations provenant de médias pour arriver au chiffre final de 46 380 personnes déplacées.

La triangulation est également utile pour compiler les meilleures estimations possibles pour les nouveaux déplacements liés aux conflits. L'Éthiopie a affiché le chiffre le plus élevé au monde en 2018 et l'IDMC a utilisé des données provenant de 16 sources faisant état de déplacements internes au cours de l'année. Les rapports DTM de l'OIM ont été utilisés comme base pour la triangulation et les calculs ont été effectués en utilisant la somme des variations positives entre les rapports au niveau des sites pour l'ensemble de l'année. Les rapports DTM, qui ne couvraient que neuf des onze régions du pays, ont été publiés tous les deux mois et les mouvements de population ont été très dynamiques. Autrement dit, se fier uniquement aux données DTM présentait le risque d'ignorer un nombre important de déplacements à court terme ou répétés. En utilisant uniquement les rapports DTM de l'OIM, l'IDMC a calculé environ 1,5 million de nouveaux déplacements.

Pour remédier à ce problème, l'IDMC a eu recours à d'autres sources, dont l'OCHA, des rapports des gouvernements nationaux et régionaux, la direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (ECHO), d'autres types de rapports DTM et d'évaluations de l'OIM, ainsi que des médias locaux et internationaux, afin de produire une estimation plus complète. Cette méthode a permis d'atteindre 2,9 millions de nouveaux déplacements, soit près de deux fois plus qu'avec uniquement les rapports DTM bimensuels de l'OIM. Afin d'éviter le double comptage et les erreurs, les dates, le type de mouvement, les déclencheurs, les informations contextuelles, la couverture géographique et temporelle ainsi que l'accès aux personnes déplacées ont été pris en compte pour déterminer le nombre de cas à inclure ou à exclure du calcul. Cette méthode a permis de ne pas laisser pour compte un nombre important de déplacements, tout en réduisant le risque de double comptage.

Compte tenu de la quantité croissante d'informations et de données disponibles, ces exercices de triangulation resteront des outils importants et nécessaires dans le suivi de l'IDMC.

## DÉSAGRÉGATION DES DONNÉES : QUI EST DÉPLACÉ, OÙ ET POURQUOI ?

Un certain nombre de difficultés persistent en ce qui concerne l'identification du lieu d'origine, de la destination et de l'emplacement actuel des personnes déplacées à un moment donné. Le manque général de données désagrégées par sexe, âge, handicap et autres caractéristiques est également un problème important que les pays doivent résoudre pour aider les personnes déplacées à trouver des solutions durables et pour rendre compte des progrès accomplis par rapport aux cadres mondiaux.<sup>275</sup> Les lacunes en matière de désagrégation des données tendent actuellement à être comblées par des éléments de preuve qualitatifs et empiriques. La désagrégation démographique, géographique et temporelle des données aurait également un impact important sur la formulation des réponses, l'éclairage des politiques et l'évaluation des progrès réalisés en matière de réduction des déplacements.

Le déplacement est un phénomène très dynamique, ce qui complique son suivi au fil du temps, et un certain nombre de facteurs le rendent encore plus complexe. De nombreux déplacés internes vivent dans des environnements dispersés, dans des familles et des communautés d'accueil, où ils sont plus difficiles à localiser et encore plus à suivre. Certaines personnes peuvent être déplacées plusieurs fois, tandis que d'autres entreprennent des mouvements pendulaires entre leur lieu d'origine et leur refuge. Les familles peuvent également se séparer, certains membres restant déplacés alors que d'autres rentrent chez eux. En outre, la prise en compte des déplacements pendulaires est d'autant plus difficile qu'ils sont souvent omis par les évaluations qui sont plus susceptibles de collecter des données sur des individus dans des camps ou des environnements similaires.

L'IDMC a pour objectif de collecter et de communiquer des informations désagrégées par zone géographique, y compris par zones urbaines et rurales. Toutefois, même lorsque de telles données sont disponibles, elles peuvent être inexactes et ne sont pas toujours désagrégées par zone géographique.

Il est également essentiel de savoir ce qui déclenche les déplacements de population pour bien comprendre le phénomène et le type de réponse nécessaire. En réponse à cette problématique, l'IDMC a révisé sa classification des risques et mis au point une nouvelle typologie des conflits en 2018 dans le but d'améliorer ses rapports, ainsi que de clarifier et d'élargir son modèle de données afin de mieux cerner comment et pourquoi les personnes se déplacent.

## Données désagrégées par sexe, âge et autres caractéristiques

La désagrégation des données est essentielle pour garantir la prise en compte correcte de tous les groupes vulnérables et de leurs besoins. Différents groupes nécessiteront des interventions adaptées aux circonstances de leur déplacement en fonction de leurs revenus, de leur âge, de leur sexe et de leur emplacement. Cependant, il est difficile d'obtenir des données complètes sur des mesures clés désagrégées par sexe, âge et autres caractéristiques telles que la situation socioéconomique, l'origine ethnique et le handicap.

En 2018, l'IDMC a obtenu des données sur les déplacements liés aux conflits désagrégées par sexe et par âge pour 12 pays et territoires sur 57, soit 21 %, et par âge pour 8, soit 23 %. Certaines des données reçues pour d'autres pays ont également été désagrégées de cette manière, mais les jeux de données ne couvraient pas l'ensemble du pays ou l'année entière. En outre, malgré les efforts accrus et les améliorations apportées au cours de la dernière décennie en matière de collecte de données sur les enfants déplacés, il existe très peu d'informations disponibles sur leur âge et leur sexe, leur lieu d'origine, leur destination, les raisons de leur déplacement, s'ils se sont déplacés avec ou sans leur famille, les conditions de leur parcours et leurs vulnérabilités et besoins spécifiques.<sup>276</sup>

La connaissance de ces caractéristiques, des facteurs d'incitation et d'attraction entraînant leur déplacement et des effets de celui-ci est essentielle pour élaborer des réponses couvrant les divers besoins de protection et d'assistance et pour mieux comprendre les implications du déplacement pour les communautés et les États.

## Problèmes de géolocalisation et de géoréférencement

L'obtention de données désagrégées par emplacement spécifique continue de poser problème. L'une des lacunes les plus notables dans le suivi des déplacements est le manque d'informations géoréférencées. Les collecteurs de données locaux ont souvent une idée plus précise de l'endroit où les personnes se rendent, mais il est difficile d'accéder à ces informations au niveau mondial. Cela signifie que la plupart des données mises à la disposition de l'IDMC ne sont pas géolocalisées au niveau des sites. Au mieux, seuls les noms des villes et des provinces sont mentionnés.

Dans certains conflits, les gouvernements ou parties prenantes non étatiques entravent la collecte systématique de données, ou les risques de sécurité sont trop élevés pour entreprendre de tels exercices. Les données peuvent

également ne pas être disponibles à cause de protocoles de protection, et les investissements dans la collecte de données ont tendance à diminuer après la phase d'urgence d'une crise. Cela peut signifier que les personnes déplacées vivant dans des zones difficiles d'accès ou en situation de déplacement prolongé disparaissent du radar. Disposer d'estimations précises sur l'ampleur des mouvements de population, y compris des mouvements de zones rurales à urbaines, interurbains, intra-urbains et de zones urbaines à rurales, contribuerait également à combler l'insuffisance persistante des données sur le nombre de personnes déplacées urbaines (cf. En détail - Le Déplacement urbain, p. 63).

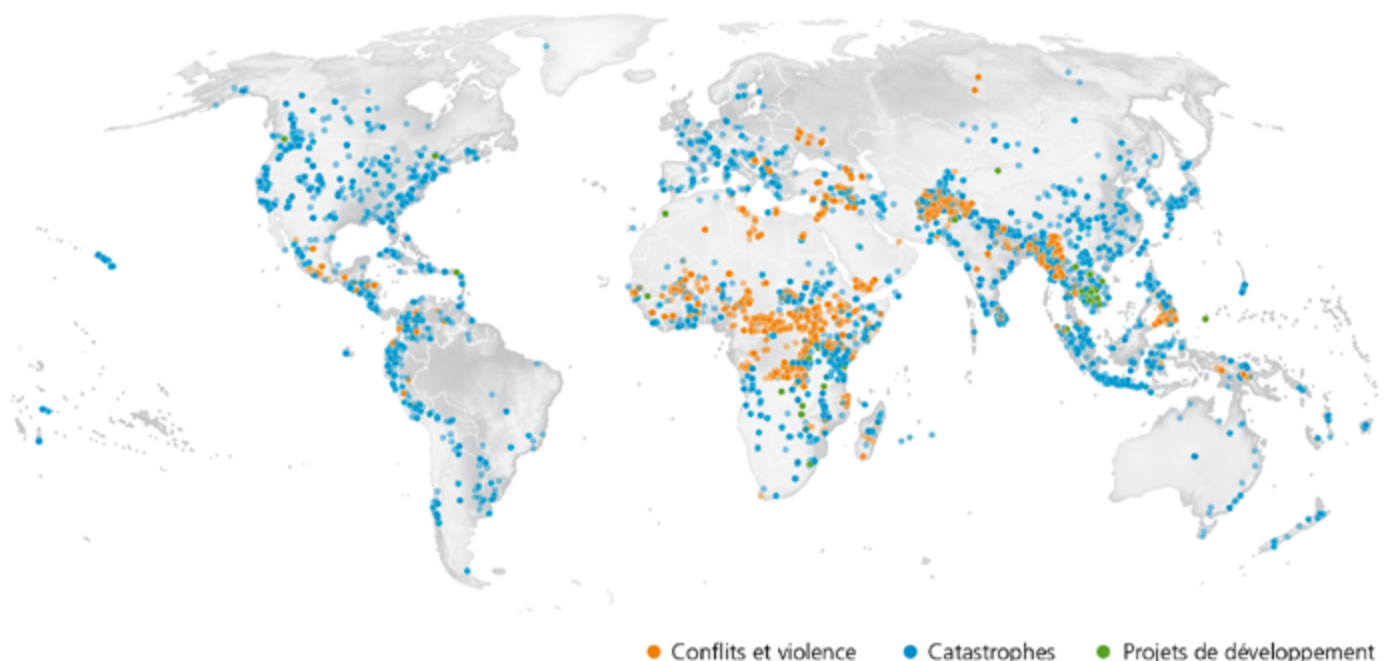
Afin de déterminer de façon plus précise où les déplacements ont lieu, l'IDMC applique différentes méthodes pour géoréférencer le phénomène en prenant en compte les considérations éthiques à l'utilisation de telles données. L'objectif n'est pas de suivre les individus, mais plutôt de comprendre les trajectoires de déplacement plus larges, pendant et après les crises, pour améliorer l'élaboration des réponses au déplacement et faciliter l'estimation des futurs mouvements.

En 2018, l'IDMC a pu géolocaliser l'origine ou la destination de certains flux de déplacements. La figure 12 montre la géolocalisation approximative des rapports sur les déplacements liés aux conflits et aux catastrophes au cours de l'année.

La méthode principale utilisée était le géocodage inversé dans lequel les coordonnées sont automatiquement attribuées en fonction des adresses mentionnées dans les sources de données. Les coordonnées automatisées sont générées en utilisant le centre des zones administratives, qui indiquent l'emplacement approximatif du lieu du déplacement. Si des informations sont fournies au niveau provincial, le géocodage inversé ne pointe que sur le centre de la province en question. Les informations au niveau municipal permettent de déterminer des emplacements plus précis.

Lorsqu'il est utilisé de cette manière, le géocodage inversé permet d'identifier le lieu du déplacement, mais du fait que les données de la plupart des sources tendent à ne pas identifier les points d'origine et de destination des mouvements de population, il est difficile de comprendre certains schémas de déplacement. C'est notamment le cas pour les situations d'urgence évoluant rapidement, les zones difficiles d'accès et les cas de déplacements prolongés moins visibles.

FIGURE 12 : Déplacements géolocalisés suivis par l'IDMC en 2018



Remarque : 11 511 entrées de données liées aux déplacements ont été enregistrées dans la base de données de l'IDMC en 2018.

# LE DÉPLACEMENT URBAIN

## Premières étapes vers un portrait global

Selon certaines estimations, entre 60 et 80 % des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays vivent dans des villes et hors des camps.<sup>277</sup> Cependant, il n'existe aucune preuve solide à l'appui de telles affirmations et un certain nombre de facteurs rendent particulièrement difficile la compréhension de la véritable ampleur et des caractéristiques du déplacement urbain.

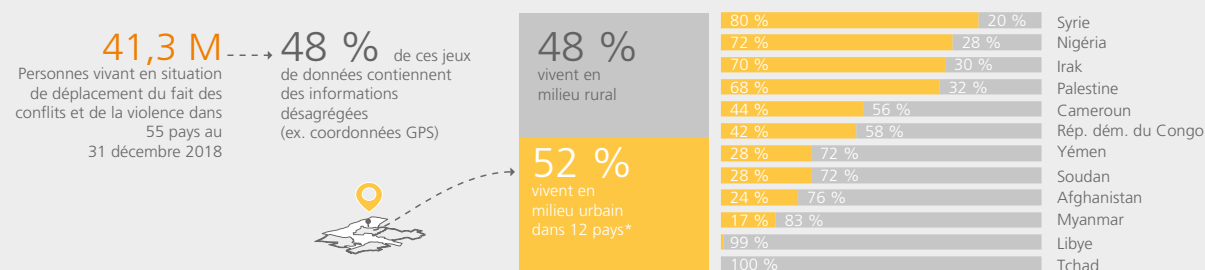
Les définitions et les méthodologies communes permettant de classer les zones urbaines et rurales font défaut.<sup>278</sup> Différentes définitions mettent l'accent sur différents facteurs, notamment la démographie, les dynamiques sociales, les infrastructures, la disponibilité et la fourniture de services, et la manière dont l'utilisation des sols et l'environnement bâti sont structurés.<sup>279</sup> Les données sur les déplacements qui incluent des informations sur le type d'établissement, qu'il s'agisse d'un camp, d'un établissement en dehors d'un camp ou d'un site spontané, ne désignent pas nécessairement un emplacement urbain ou rural.

Les camps et les établissements similaires facilitent la collecte de données, car les personnes déplacées sont regroupées au même endroit, contrairement aux zones urbaines où elles sont généralement dispersées au sein de la population locale et donc plus difficiles à identifier. Certaines peuvent également choisir de rester sous le radar pour préserver leur anonymat en raison des menaces potentielles pour leur sécurité.

L'IDMC a été en mesure de résoudre certains de ces problèmes pour la première fois en 2018 et de désagréger les déplacements liés aux conflits par zones urbaines et rurales. Le « Global Human Settlement Layer » (GHSL) de l'UE a été utilisé comme base pour la réalisation de l'analyse. Le GHSL est un jeu de données mondial qui évalue le degré d'urbanisation à l'aide des données de recensement d'instituts nationaux de statistique et d'observations par satellite.<sup>280</sup> Il fournit des données géospatiales multitemporelles, présentées sous forme de grilles d'un kilomètre carré, permettant une classification cohérente et comparable des zones rurales et urbaines.<sup>281</sup> La superposition des informations sur les sites de déplacement avec le GHSL a permis de désagréger les données.<sup>282</sup>

À la fin de 2018, plus de 41,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violence. Des informations sur les sites de déplacement ont été obtenues pour 19,8 millions de personnes, soit 48 % du total. Sur les 55 pays dans lesquels des déplacements liés aux conflits ont été identifiés, des informations sur l'emplacement des personnes déplacées étaient disponibles pour 12 pays. Parmi ces 12 pays, des cas ont été sélectionnés lorsque des données géolocalisées de bonne qualité étaient disponibles, par exemple à partir d'évaluations au niveau des sites. L'analyse de l'IDMC a montré que 52 % des déplacés internes vivaient en milieu urbain dans ces 12 pays (cf. Figure 13).

**FIGURE 13 :** Désagrégation des chiffres disponibles pour 12 pays par zones rurales et urbaines en utilisant le GHSL comme référence



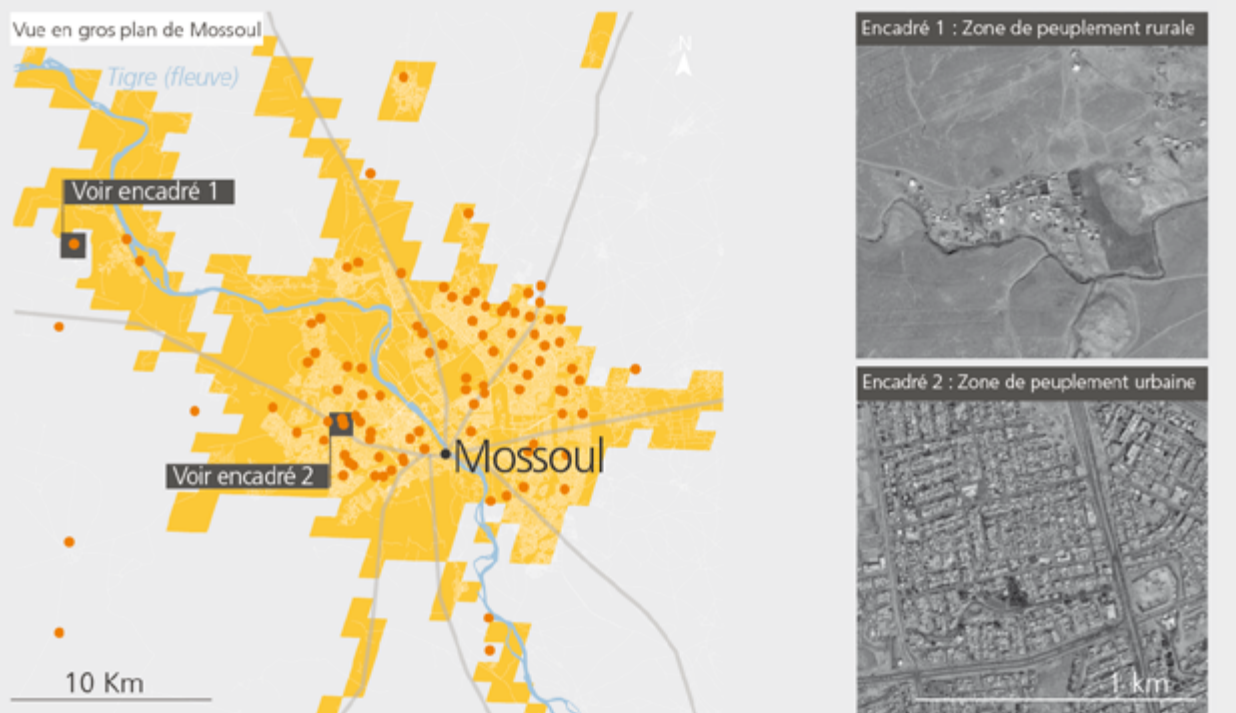
\* Les pourcentages se rapportent aux données nationales sur les déplacements internes qui contiennent des informations géospatiales. Dans le cas du Yémen, du Tchad, de l'Iraq, de la Syrie, de l'Afghanistan, du Soudan et de la Rép. dém. du Congo, plus de 90 % des données sont publiées avec des coordonnées. Dans les autres pays, cette proportion est inférieure : Libye 85 %, Nigeria 55 %, Cameroun 37 % et Palestine 0,2 %.

L'Irak est un exemple intéressant. L'utilisation des données fournies par la DTM de l'OIM, qui ont toutes été géolocalisées, a permis d'obtenir un aperçu plus précis des déplacements urbains. L'analyse montre que 70 % des déplacés internes vivaient en milieu urbain à la fin de 2018 ; 62 % vivaient dans des familles d'accueil ou dans des logements en location et 96 % des sites de déplacement se trouvaient à moins de 10 kilomètres d'une zone urbaine<sup>283</sup>. À un niveau encore plus granulaire, la figure 14 illustre les déplacements urbains à Mossoul révélés par la superposition de données avec le GHSL.

Cet exercice a été une première étape vers la résolution des importantes lacunes en matière de données sur les déplacements urbains. De toute évidence, lorsque les collecteurs principaux géolocalisent et partagent leurs données, une méthodologie cohérente peut être appliquée pour illustrer l'ampleur du phénomène. Tant que ce type d'informations ne sera pas systématiquement collecté ou partagé, il sera difficile d'obtenir un aperçu général. En son absence, les politiques et programmes visant à soutenir les déplacés internes et les communautés d'accueil, et à aider les villes à faire face aux déplacements, ne seront pas aussi efficaces qu'ils pourraient l'être.



FIGURE 14 : Irak : localisation des déplacés internes par rapport à un milieu urbain



• Sites de PDI situés à 10 km ou moins d'une zone de peuplement urbaine    ○ Sites de PDI situés à plus de 10 km d'une zone de peuplement urbaine    ■ Zone de peuplement urbain (GHSL)    — Routes principales    - - - Autres routes

Sources : Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN et la communauté d'utilisateurs SIG/GHSL : Pesaresi, Martino; Freire, Sergio (2016) - « GH Settlement grid following the REGIO model 2014 in application to GHSL Landsat and CIESIN GPW v4-multitemporal (1975-1990-2000-2015) ». Commission européenne, Centre commun de recherche (IRC)/JOSM/Analyse : IDMC

## AUTRES MÉTHODES DE SUIVI DES FLUX DE DÉPLACEMENTS

L'IDMC collecte et analyse des données sur deux principaux indicateurs, à savoir les stocks et les nouveaux déplacements, ainsi que sur les solutions. Les stocks correspondent au nombre de personnes déplacées à un moment donné, les nouveaux déplacements incluent également les mouvements répétés, et les solutions comprennent les retours, l'intégration locale, la réinstallation dans une autre partie du pays et les « solutions partielles ou non vérifiées » (voir la Partie 1). L'IDMC utilise un certain nombre de sources de données indirectes pour obtenir une représentation plus complète des déplacements internes. Une partie importante de l'analyse de l'IDMC repose sur des données et des rapports qui ne sont pas expressément axés sur le déplacement, ce qui peut poser des problèmes en termes de précision.

## Données de téléphonie mobile

Le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles dans le monde devrait dépasser les cinq milliards en 2019, et les données anonymes de téléphonie mobile permettent de combler les lacunes dans les données et de mieux suivre les mouvements des personnes déplacées, en tenant dûment compte des préoccupations relatives à la confidentialité et à la protection des données. L'utilisation de la technologie mobile dans le secteur humanitaire n'est pas nouvelle, mais elle a été utilisée principalement pour soutenir des opérations d'urgence et des secours en cas de catastrophe.<sup>284</sup> Son utilisation au-delà de la phase d'urgence permet de comprendre les mouvements de population avant, pendant et après une catastrophe ou un conflit, y compris leur durée (voir l'encadré 2).

### Encadré 2. Utilisation des données de téléphonie mobile pour suivre les déplacements en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le 26 février 2018, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a connu un séisme d'une magnitude de 7,5 et d'importantes répliques au cours des jours et des semaines qui ont suivi.<sup>285</sup> On estime que 465 000 personnes ont été touchées par cette catastrophe et qu'environ 247 000 personnes avaient besoin d'une aide humanitaire immédiate. Environ 58 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

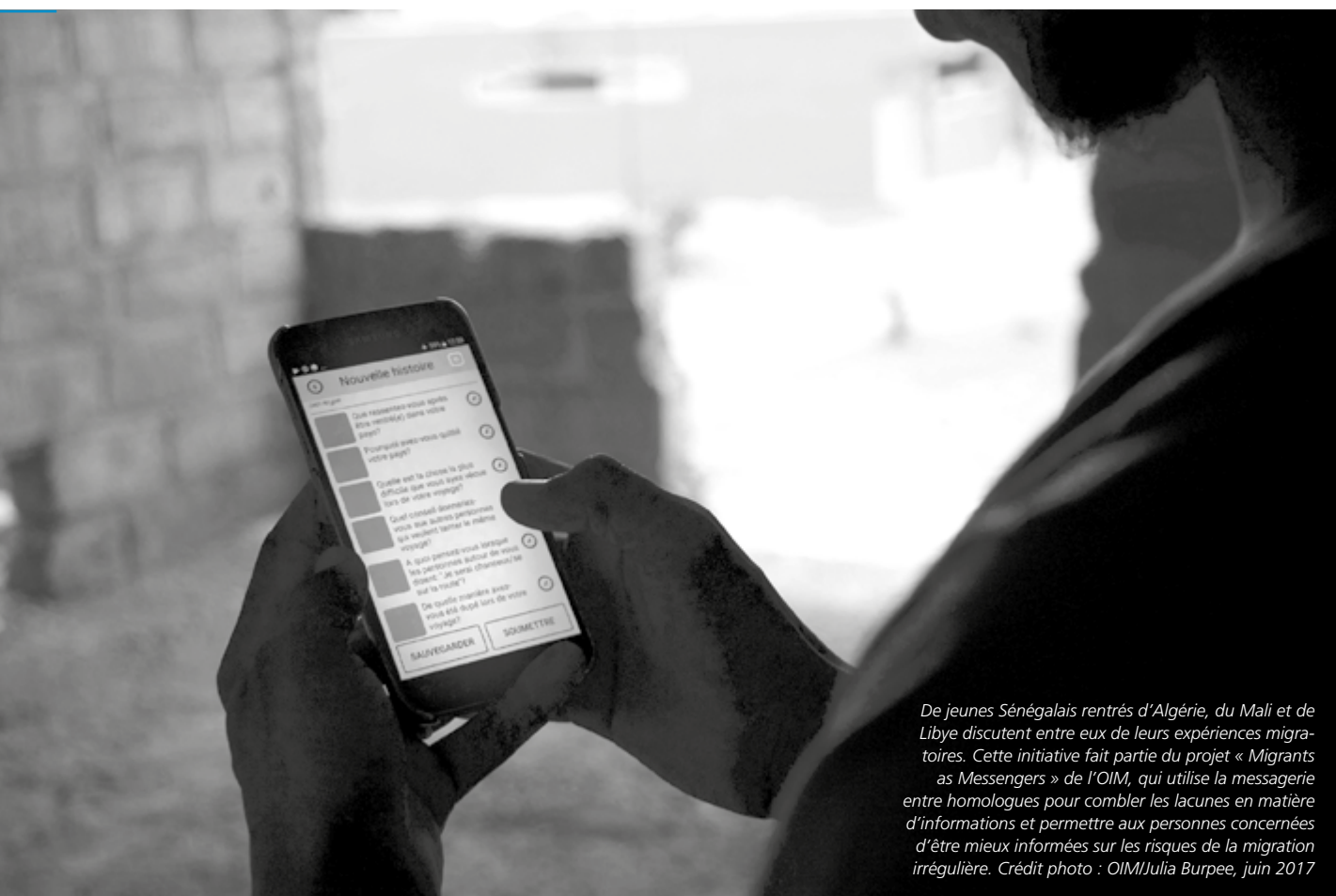
Une étude menée à la suite du séisme a montré les avantages de l'utilisation de données anonymes de téléphonie mobile pour suivre les déplacements provoqués. Les données se sont révélées particulièrement utiles pour évaluer jusqu'où et dans quelle direction les personnes avaient fui et comment leurs mouvements avaient évolué au fil du temps. Les données de téléphonie mobile étant particulièrement détaillées et traçables, elles peuvent fournir des informations qui ne sont pas facilement glanées d'autres sources à une telle échelle. En revanche, seuls les mouvements des utilisateurs de téléphones mobiles peuvent être analysés et il n'est pas possible d'évaluer les vulnérabilités spécifiques des personnes.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée affiche un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 54 % et Digicel est le principal fournisseur de services avec une part de marché de plus de 90 %. L'étude, réalisée avec la collaboration du gouvernement, de l'équipe pays des Nations Unies et de Digicel, a veillé à la protection de la vie privée des utilisateurs en suivant les directives sur l'utilisation des données de téléphonie mobile publiées en 2014 en réaction à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Les données ont été analysées sous plusieurs angles, d'abord en modélisant la relation entre l'activité des tours de transmission et leur distance de l'épicentre du séisme. Les journaux des appels et des messages envoyés et reçus via les tours indiquent également les mouvements de population qui peuvent être suivis au fil du temps. L'analyse sur des périodes plus longues peut donner un aperçu des mouvements de retour.

L'étude combinait également les données de téléphonie mobile avec des informations provenant de sources humanitaires, dont l'OCHA et la DTM de l'OIM. Elle a montré que la communauté humanitaire avait ciblé efficacement son assistance, ce qui témoigne de la valeur ajoutée des données dans le suivi des réactions aux crises et la gestion des catastrophes.

L'étude réalisée en Papouasie-Nouvelle-Guinée illustre l'importance des données anonymes de téléphonie mobile dans le suivi des flux de déplacements, notamment lorsqu'elles sont utilisées conjointement avec d'autres formes de collecte de données et d'évaluations permettant de déterminer les besoins spécifiques des personnes déplacées.



*De jeunes Sénégalais rentrés d'Algérie, du Mali et de Libye discutent entre eux de leurs expériences migratoires. Cette initiative fait partie du projet « Migrants as Messengers » de l'OIM, qui utilise la messagerie entre homologues pour combler les lacunes en matière d'informations et permettre aux personnes concernées d'être mieux informées sur les risques de la migration irrégulière. Crédit photo : OIM/Julia Burpee, juin 2017*

## Analyse d'images aériennes et satellitaires

Les images satellitaires et aériennes sont utiles pour évaluer les déplacements à l'aide d'indicateurs indirects tels que les logements endommagés et détruits ou l'étendue des inondations. La méthode est particulièrement adaptée aux environnements urbains, où la disponibilité immédiate des images peut également aider à suivre les processus de reconstruction et à estimer la durée du déplacement.

Par exemple, l'IDMC a mené un exercice d'analyse d'images satellitaires pour son précédent rapport mondial en étroite collaboration avec le Programme des applications satellitaires opérationnelles de l'ONU (UNOSAT). Son objectif était d'évaluer les déplacements liés aux projets de développement en suivant le nombre de logements inondés à la suite de la construction d'un barrage en Indonésie. Des méthodes similaires ont été appliquées pour estimer les dégâts et destructions de logements dans le sud de la Turquie, car aucune autre forme de données sur le conflit dans la région n'était disponible.<sup>286</sup>

Cette méthode n'est cependant pas exempte de difficultés, telles que les frais de mise à l'échelle en raison du coût des images et la complexité de l'analyse. La validation humaine actuellement requise nécessite également beaucoup de ressources et peut entraîner des interprétations incorrectes et des erreurs.

Cela dit, les nouvelles technologies, telles que l'imagerie aérienne et par drone, produisent des images haute résolution, et les progrès récents en intelligence artificielle permettent d'extraire des informations avec une très grande précision, même si la qualité de l'image est compromise. Cela peut aider à surmonter certaines limitations de l'imagerie satellitaire susmentionnée. L'IDMC continue de travailler avec ses partenaires pour explorer des moyens novateurs de combler les lacunes dans les données. Par exemple, dans le cadre d'une étude sur les déplacements liés aux catastrophes à Dar es Salaam (Tanzanie), l'imagerie par drone est complétée par la collecte de données locales sur le terrain (voir l'encadré 3).

### Encadré 3. Le projet Ramani Huria : cartographie communautaire pour évaluer les déplacements

Au cours des 20 prochaines années, 95 % de la croissance urbaine mondiale se déroulera dans les pays en développement.<sup>287</sup> À mesure que les villes se développent, le risque de déplacement dû à une catastrophe devrait également augmenter, mais un certain nombre de facteurs rendent son évaluation difficile au niveau local.<sup>288</sup> Ces facteurs sont notamment les suivants :

- | Manque de données démographiques à jour
- | Manque de plans urbains à jour
- | Manque de données sur l'exposition, la vulnérabilité et la résilience des populations
- | Manque d'informations désagrégées sur la vulnérabilité possible à certains risques
- | Manque d'infrastructures nationales de données spatiales donnant accès à des informations, telles que des modèles d'exposition, de vulnérabilité ou de risque

Pour surmonter ces problèmes, des outils participatifs tels que la cartographie communautaire ont été développés pour rendre compte des événements qui se déroulent au niveau local. Ce type de « crowdsourcing », associé à des données géographiques, n'a cessé de s'améliorer au fil de l'évolution des technologies et des outils de communication.

Un exemple de cette approche est Ramani Huria, l'équivalent en swahili de « carte ouverte », un projet dans les zones inondables de Dar es Salaam. Dar es Salaam est l'une des villes d'Afrique affichant la croissance la plus rapide. Elle devrait compter plus de 10 millions d'habitants d'ici 2040, devenant ainsi une mégapole. Cependant, l'urbanisation est en grande partie non planifiée et des inondations se produisent régulièrement au cours des deux saisons de pluies annuelles, les « longues pluies » entre mars et mai et les « courtes pluies » d'octobre à décembre.<sup>289</sup>

Environ 70 % des habitants de la ville vivent dans des quartiers informels particulièrement exposés aux inondations, notamment à cause de mauvaises infrastructures de drainage et du manque de gestion des déchets solides.<sup>290</sup> Il est relativement facile d'obtenir des données et des informations sur l'impact des inondations à grande échelle, mais pas pour des événements plus petits et plus localisés dans des zones vulnérables, bien que les résidents locaux soient touchés. Le projet Ramani Huria est soutenu par la Banque mondiale et le DFID, et mis en œuvre par l'équipe humanitaire d'OpenStreetMap. Il répond depuis 2015 au besoin de données détaillées et à jour sur les risques d'inondation, la vulnérabilité et l'exposition. Grâce à son engagement et sa collaboration avec des communautés locales, des autorités, la société civile et le monde universitaire, il produit des cartes communautaires à l'aide de technologies et d'outils géospatiaux ouverts, soutenus par la collecte d'images de drones haute résolution.<sup>291</sup>



*Cartographie du drainage en cours dans le quartier Hananasif du district de Kinondoni, en Tanzanie.  
Crédit photo : Banque mondiale/ Chris Morgan, septembre 2017*



## DÉTERMINER LA DURÉE DES DÉPLACEMENTS

À quelques exceptions près, il reste difficile d'estimer la durée des déplacements. C'est un problème majeur qui est loin d'être résolu, mais qui nécessite une attention particulière, d'autant plus que le déplacement interne devient de plus en plus prolongé. Comme mentionné précédemment, l'IDMC collecte et analyse des données sur deux principaux indicateurs, à savoir les stocks et les nouveaux déplacements, ainsi que sur les solutions.

### Mesurer la durée des déplacements liés à des catastrophes

Le principal obstacle à la détermination de la fin des déplacements à la suite de catastrophes est que la collecte systématique de données s'arrête bien avant que les personnes déplacées ne parviennent à une solution durable. Les données sont généralement collectées uniquement pendant la phase de relèvement immédiat pour guider les réponses. En outre, la phase d'urgence est généralement couverte par les reportages des médias. L'IDMC a précédemment constaté que pour plus de la moitié des plus grandes catastrophes enregistrées depuis 2008, les données sur les déplacements étaient collectées pendant moins d'un mois. Cela étant, tenter de déterminer si les déplacés internes ont trouvé une solution durable à la suite de nombreuses catastrophes est extrêmement complexe et nécessite beaucoup de ressources.

En conséquence, il a été difficile d'établir une estimation de fin d'année du nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne à la suite de catastrophes à un moment donné (chiffre de stock lié aux catastrophes). Sans cela, les estimations globales du nombre de personnes vivant en situation de déplacement, y compris celles citées dans les GRID précédents, sont incomplètes. Par exemple, le HRC ajoute son nombre total de réfugiés au nombre des personnes déplacées par les conflits à la fin de l'année de l'IDMC pour obtenir un nombre total de déplacements souvent publié ou cité par les médias et les décideurs, mais sans le chiffre des stocks liés aux catastrophes, il constitue une sous-estimation considérable. En outre, cette lacune incite à définir le déplacement comme exclusivement associé à un conflit, alors qu'il s'agit en fait d'un phénomène beaucoup plus vaste et complexe.

L'absence du chiffre global des stocks liés aux catastrophes alimente également l'hypothèse erronée selon laquelle les personnes qui fuient les catastrophes ne sont déplacées que pour de courtes périodes, alors qu'il existe de nombreux exemples de déplacements de cette nature qui durent des années, voire des décennies. Cela signifie que les réponses politiques et opérationnelles ont tendance à ne pas aborder

des questions importantes portant, par exemple, sur la manière de trouver des solutions durables aux déplacements liés aux catastrophes. Sans données chronologiques, il est également difficile de mesurer et de suivre les impacts sociaux et économiques sur les individus, les communautés et les économies.

L'IDMC a pu estimer un chiffre global de stock pour les déplacements liés aux catastrophes pour la première fois en 2018. Des données plus nombreuses et de meilleure qualité ont été obtenues des partenaires, et des modèles ont été appliqués pour combler les lacunes et déduire le nombre de personnes déplacées par des catastrophes au fil du temps. L'estimation pour 2018 était d'un peu plus de 1,6 million de personnes vivant encore en situation de déplacement à la suite des catastrophes survenues en 2018. Cette estimation est très conservatrice car elle n'inclut pas les personnes déplacées par des catastrophes antérieures à 2018. Davantage de travail devra être fait pour affiner le modèle en 2019 et au-delà (voir l'encadré 4).

L'estimation d'un chiffre de stock pour les déplacements liés aux catastrophes ne permettra pas seulement de déterminer le nombre de personnes vivant encore en situation de déplacement à la fin d'une année donnée. Elle sera utile pour déceler celles qui, jusqu'à présent, ont été ignorées et sont donc peu susceptibles d'avoir été contactées dans le cadre de processus de relèvement après catastrophe ou d'initiatives visant à appuyer la recherche de solutions durables. Elle aidera également à évaluer les impacts à moyen et long terme du déplacement sur les sociétés et les économies.<sup>292</sup>

De manière plus générale, un suivi et des rapports complets sur la durée et la fin des déplacements liés aux catastrophes permettront de combler une lacune critique, ce qui aidera les secteurs de l'humanitaire et du développement à planifier et à mettre en œuvre des réponses plus efficaces et fondées sur des preuves.

### Retour chez soi, mais dans quelles conditions ?

L'un des éléments clés des Principes directeurs est que les déplacés internes trouvent des solutions durables en retournant dans leur lieu de résidence habituel, en s'intégrant localement ou en se réinstallant ailleurs, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Pour être considéré comme une solution durable, cela doit se faire de manière volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, et impliquer de surmonter toutes les vulnérabilités liées au déplacement. Ces résultats sont particulièrement difficiles à atteindre et à mesurer.

## Encadré 4. Estimer le nombre de personnes déplacées par les catastrophes

La figure 15 présente une illustration conceptuelle de la manière dont le nombre de personnes déplacées à la suite de catastrophes à la fin de 2018 a été estimé. Les courbes de série chronologique pour les stocks sont représentées par les lignes pointillées bleues. Le nombre de personnes déplacées par les catastrophes à une date donnée est égal à la somme des valeurs de chaque courbe à cette date.

FIGURE 15 : Illustration conceptuelle de l'estimation des stocks liés aux catastrophes réalisée par l'IDMC

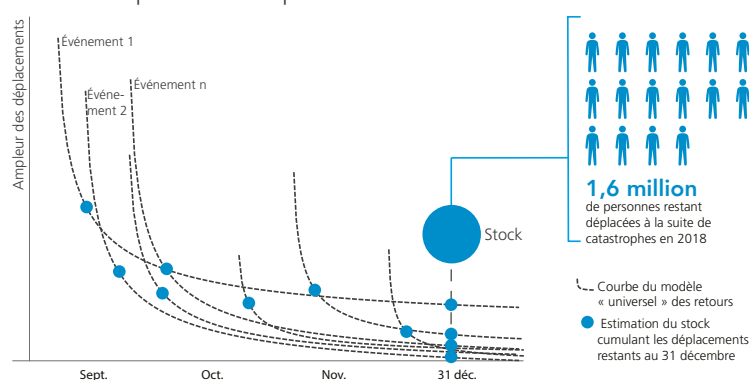
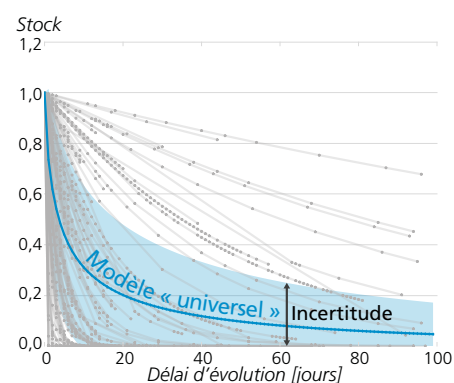


FIGURE 16 : Estimation du taux de décroissance des déplacements liés aux catastrophes



Remarque : les séries chronologiques pour les 100 événements sont approximées par des fonctions exponentielles. La moyenne des séries chronologiques est utilisée pour correspondre au modèle « universel », représenté par la ligne noire épaisse. L'intervalle gris des deux côtés représente l'incertitude de la prédiction.

L'IDMC a appliqué une approche en deux étapes basée sur la collecte de données et la modélisation pour estimer le nombre de personnes déplacées à la suite de catastrophes à la fin de 2018. Un pool de données provenant de diverses sources a été constitué. Il repose principalement sur une centaine de catastrophes enregistrées dans sa base de données au cours de l'année. Chaque série chronologique décrit l'évolution dans le temps du nombre de personnes déplacées dans un lieu spécifique.

Ces séries chronologiques ont été utilisées pour modéliser les déplacements restants pour chaque événement. En raison du manque de données, le modèle ne fait pas de distinction entre les différents types ou lieux de catastrophe et s'applique à tous les événements. Un modèle simple a été appliqué car il correspondait bien aux données d'observation et était facile à interpréter. À l'avenir, l'IDMC pourrait créer des modèles spécifiques par types de risque ou par pays lorsque davantage de données de séries chronologiques seront disponibles.

L'IDMC a dérivé une expression mathématique fermée pour le modèle. En utilisant le chiffre de stock le plus récent pour chacun des événements survenus en 2018, nous avons appliqué le modèle et estimé le chiffre de stock global de 1 601 150 individus. Compte tenu de l'incertitude du modèle, le nombre pourrait être deux fois plus élevé.

Il s'agit d'une sous-estimation, car la courbe apprise est fortement influencée par les évacuations, qui ont dominé le pool de séries chronologiques utilisé pour ce modèle. Ce type de déplacement a tendance à durer relativement peu de temps.

La même courbe est également appliquée à tous les événements, que les chiffres enregistrés correspondent à des évacuations ou à des déplacements. Cette hypothèse implicite est une source importante d'erreur de modélisation car le même taux de décroissance est appliqué, même aux séries chronologiques dans lesquelles le déplacement signalé a été déduit de la destruction déclarée de logements. De nouveau, étant donné ces problèmes, le chiffre réel pourrait être deux fois plus élevé.

Cette méthodologie est un premier pas vers l'estimation d'un chiffre global de stock pour les déplacements liés aux catastrophes. L'IDMC affinera le modèle en utilisant des données supplémentaires et plus représentatives, en le testant et en le validant par rapport aux données d'observation, et en ayant recours à des méthodes de modélisation plus complexes. Ensemble, ces améliorations aideront à estimer de manière plus précise comment le nombre de personnes déplacées par des catastrophes évolue au fil du temps.

Le cadre de l'IASC établit un ensemble de critères définissant ce qui constituerait une solution durable.<sup>293</sup> Ces critères sont les suivants :

- | Sûreté et sécurité à long terme
- | Niveau de vie suffisant
- | Accès à l'emploi et aux moyens d'existence
- | Dispositif pour restituer les habitations, les terres et la propriété
- | Accès aux documents personnels
- | Regroupement familial
- | Participation aux affaires publiques
- | Accès à des voies de recours effectives et à la justice

La mise en œuvre du cadre s'est toutefois révélée difficile. Elle est appuyée par la bibliothèque d'indicateurs de solutions durables (Durable Solutions Indicator Library) qui fournit des indications utiles pour l'analyse de solutions durables, mais il est difficile de traduire ces analyses en données numériques, universelles et comparables, en particulier lorsqu'on essaie de les agréger au niveau mondial.<sup>294</sup> Il est difficile, par exemple, de mesurer numériquement les vulnérabilités et donc d'évaluer les progrès accomplis dans la recherche de solutions durables. L'EGRIS est cependant en train d'élaborer des directives et des recommandations pour mesurer statistiquement la fin des déplacements, et l'on peut espérer qu'il en ressortira des orientations plus concrètes.

De nombreux retours signalés ne sont pas non plus suivis au fil du temps, ce qui rend toute évaluation de leur durabilité extrêmement difficile. Lorsque les mouvements de retour sont signalés prématurément ou ne sont pas vérifiés, les personnes peuvent être « enlevées des registres » avant d'avoir pu trouver une solution durable, ce qui signifie que leurs besoins ne seront probablement pas satisfaits. Cela se produit, par exemple, lorsque des personnes déplacées sont déclarées comme « retournées » simplement parce qu'elles ont quitté un camp ou parce qu'elles ont regagné leur lieu d'origine bien que leurs habitations aient été endommagées ou détruites. Afin de rendre compte de ces mouvements, l'IDMC a commencé à les enregistrer en tant que « solutions partielles et non vérifiées » (voir la Partie 1).

## ÉVALUATION DES IMPACTS ET DE LA SÉVÉRITÉ DES DÉPLACEMENTS

Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement ne donne qu'un aperçu partiel de la réalité des déplacés internes. Leurs besoins et les impacts de leur déplacement aux niveaux individuel, local et national diffèrent d'une situation à l'autre. Ils peuvent varier considérablement en fonction de la durée du déplacement, des capacités et ressources préexistantes et des niveaux actuels de vulnérabilité. Par

exemple, il y a à peu près le même nombre de déplacés internes en Colombie et en Syrie, mais leurs besoins sont très différents. Des réponses efficaces et ciblées requièrent une meilleure compréhension des impacts du déplacement et de son vécu au-delà des chiffres.

### Impacts économiques du déplacement

Le déplacement affecte les économies de nombreuses manières qui se chevauchent et sont interdépendantes. Ses impacts peuvent être ressentis directement ou indirectement, à court ou à long terme et au niveau local ou national. Certains sont tangibles, par exemple en cas de perte de cultures et de bétail. D'autres, tels que des mois d'éducation perdus, sont intangibles. Des impacts peuvent survenir au moment du déplacement, lorsque les personnes déplacées doivent payer le transport et l'hébergement temporaire, ou plus tard lorsqu'elles doivent accepter un emploi moins rémunéré sur le marché du travail saturé de leur région d'accueil. Dans le cadre de ses recherches sur les impacts économiques des déplacements internes, l'IDMC a mis au point une nouvelle méthode d'évaluation des coûts directs qui montre que, globalement, les déplacements internes pourraient coûter chaque année près de 13 milliards de dollars aux pays.<sup>295</sup>

Nous avons estimé l'impact économique direct des déplacements liés aux inondations qui ont eu lieu en Somalie en 2018 à environ 19 millions de dollars pour 287 000 personnes déplacées d'avril à août. Nous avons également estimé l'impact des déplacements liés à la sécheresse entre janvier 2017 et août 2018 à 500 millions de dollars pour 1,2 million de déplacés internes, et celui des déplacements liés aux conflits sur la même période à 110 millions de dollars pour 423 000 déplacés internes. Ces derniers chiffres représentent respectivement 4,7 et 1 % du PIB annuel moyen de la Somalie.<sup>296</sup>

Une meilleure compréhension des impacts économiques à long terme du déplacement est également nécessaire pour informer le secteur du développement sur la question de savoir où et comment intervenir dans les crises de déplacement (voir l'encadré 5).

## Encadré 5. Évaluation des impacts économiques du déplacement

Les estimations de l'IDMC tiennent compte des coûts associés aux besoins des déplacés internes en matière de logement, de santé, d'éducation et de sécurité, ainsi que de la perte de leurs moyens de subsistance. Elles sont axées sur les coûts et pertes directs et immédiats pour lesquels des données quantitatives sont accessibles au public au niveau mondial. Des informations telles que le financement nécessaire pour fournir de la nourriture à un nombre donné de déplacés internes servent d'indicateurs indirects du coût associé aux besoins nutritionnels résultant du déplacement.

Les estimations ne tiennent pas compte des impacts à long terme du déplacement interne, ni de ses conséquences sur les hôtes, les communautés d'origine et les autres groupes touchés. En tant que telles, elles doivent être considérées comme des sous-estimations de sa charge financière globale.

Dimension	Indicateur	Ce qui est inclus
<b>Logement</b> Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçu des besoins humanitaires, OCHA	Coût des refuges ou logements temporaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Provision de solutions d'abris d'urgence et de transition, y compris des subventions pour les loyers ou les réparations</li> <li>  Provision d'articles vitaux non alimentaires selon les besoins</li> <li>  Provision de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène</li> <li>  Coordination et gestion des abris et des camps</li> </ul>
<b>Moyens de subsistance</b> Sources de données : Indicateurs de développement dans le monde et PovcalNET de la Banque mondiale, matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM	Perte de revenus	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Perte des revenus du travail</li> </ul>
<b>Éducation</b> Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçu des besoins humanitaires, OCHA	Coût de l'éducation temporaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Rétablissement d'activités éducatives pour les enfants du primaire et du secondaire</li> <li>  Mise à disposition d'environnements d'apprentissage sains et sécurisés, avec, dans certains cas, un soutien psychologique destiné aux enfants</li> </ul>
<b>Santé</b> Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçu des besoins humanitaires, OCHA	Coût de l'aide alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Aide alimentaire vitale</li> <li>  Amélioration de la production alimentaire</li> <li>  Prévention et traitement de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes</li> </ul>
	Coût des soins de santé dans les situations d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Provision de services de santé primaires et secondaires essentiels et d'urgence</li> <li>  Prévention et traitement des épidémies et des maladies transmissibles</li> <li>  Couverture vaccinale des enfants de moins de cinq ans</li> </ul>
<b>Sécurité</b> Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçu des besoins humanitaires, OCHA	Coût de la sécurité dans les zones d'accueil	<ul style="list-style-type: none"> <li>  Protection et renforcement de la sécurité des déplacés internes</li> <li>  Prévention et traitement des violations des droits humains</li> <li>  Protection des enfants et des femmes</li> </ul>

## Vers une meilleure compréhension de la sévérité du déplacement et de la vulnérabilité des personnes

Comprendre comment les vulnérabilités des déplacés internes diffèrent d'une situation à l'autre, quelle que soit leur ampleur, est important pour bien cerner la sévérité du phénomène et pour éclairer la planification et les réponses ciblées. Les personnes déplacées dans la ville afghane de Ghazni, par exemple, se sont retrouvées au milieu des tirs croisés des combats entre les Talibans et les forces gouvernementales en 2018. Les personnes hébergées sur des sites de protection des civils au Soudan du Sud sont généralement protégées d'un tel conflit, mais les femmes et les jeunes filles sont exposées à un risque élevé de violence basée sur le genre. Les personnes déplacées dans l'État de Guerrero, au Mexique, sont exposées à la criminalité et à l'extorsion.

Ces expériences contrastées en matière de sécurité ne constituent qu'un élément de la sévérité des déplacements. L'accès au logement, aux services, aux moyens de subsistance, aux documents personnels, au regroupement familial, aux affaires publiques et à la justice sont également des facteurs.<sup>297</sup> Les personnes déplacées qui sont hébergées dans des abris de fortune dans le Tanganyika et le Sud-Kivu en RDC, par exemple, sont exposées à des conditions météorologiques extrêmes et au risque d'incendie, tandis que celles qui sont hébergées dans des centres collectifs des régions de Donetsk et de Louhansk proches de la ligne de contact et contrôlées par le gouvernement ukrainien bénéficient d'un hébergement gratuit, mais risquent d'être expulsées. Des contrastes similaires existent en termes d'accès aux services. Le coût des médicaments est le principal obstacle aux soins de santé pour les personnes déplacées à Donetsk et Louhansk, tandis qu'au Tanganyika et au Sud-Kivu, la rareté et le manque d'équipements des centres médicaux entravent le plus cet accès.

Évaluer la sévérité des déplacements et les différentes vulnérabilités associées aux catastrophes est également un défi, principalement en raison de l'absence de données fiables sur leur durée et les différentes capacités d'adaptation des individus, des communautés et des États. Certaines personnes peuvent retourner rapidement après une catastrophe, mais beaucoup restent déplacées pendant des mois, voire des années, et ont du mal à accéder à des mécanismes efficaces pour restaurer ou reconstruire leurs logements, leurs terres et leurs biens.

Pour chaque catastrophe enregistrée, l'IDMC tente de recueillir autant d'informations que possible sur la destruction de logements, utilisée en tant qu'indicateur de déplacement ou à des fins de triangulation. La destruction de logements est un bon indicateur pour estimer l'ampleur du déplacement. En outre, comme souligné dans la section

ci-dessus sur la mesure des stocks liés aux catastrophes, la durée du déplacement pourrait être utilisée comme indicateur de la vulnérabilité des personnes.

Par exemple en Inde, le cyclone tropical Titli qui a frappé les États d'Odisha et d'Andhra Pradesh en octobre 2018 a entraîné des dégâts considérables, en particulier dans les districts côtiers. À la suite de la catastrophe, les autorités de l'Andhra Pradesh ont enregistré l'ampleur des dégâts par type de logement.

Les familles indiennes construisent généralement différents types de logement en fonction de leur emplacement et de leurs ressources économiques. Les « maisons pukka » sont des structures relativement solides construites avec des matériaux durables tels que le béton, la brique et le bois. Elles résistent relativement bien aux impacts des cyclones, mais peuvent être vulnérables aux séismes. Les « maisons kutcha » sont construites avec des matériaux moins coûteux et moins durables tels que la boue, le chaume et le bambou, ce qui les rend vulnérables à la plupart des catastrophes naturelles. Lorsque ces maisons sont détruites, elles sont généralement remplacées par des maisons pukka.<sup>298</sup>

En utilisant la classification des dommages établie par les autorités selon ces deux types d'habitations, l'IDMC a pu évaluer de manière plus approfondie et plus nuancée les impacts de Titli sur la population locale. Les personnes vivant dans des maisons kutcha ont été quatre fois plus touchées par la destruction de logements que celles vivant dans des maisons pukka. Cela étant, les personnes dont les maisons pukka ont été détruites sont probablement restées déplacées plus longtemps.

L'IDMC continuera à développer cette évaluation qualitative de la sévérité du déplacement afin de permettre des comparaisons significatives entre les pays et de suivre leurs progrès vers la résolution du phénomène.

## LES DÉPLACEMENTS DIFFICILES À DÉTECTER

Certains types de déplacements sont particulièrement difficiles à évaluer en raison de données manquantes ou de la complexité de leurs facteurs et déclencheurs. Ils comprennent les déplacements liés aux projets de développement, à la violence criminelle, aux aléas à évolution lente tels que la sécheresse et l'élévation du niveau de la mer, ainsi que des facteurs qui se chevauchent. Le manque de données entrave également les efforts visant à déterminer le nombre de déplacés internes qui deviennent réfugiés et de migrants qui retournent en situation de déplacement interne. Il en résulte une vision incomplète du continuum du déplacement et de sa dynamique.

## Encadré 6. Pourquoi certaines personnes refusent-elles de partir ?

L'aspect le plus visible et le plus tangible du déplacement lié aux catastrophes est le fait de devoir quitter son domicile. Les personnes peuvent évacuer par leurs propres moyens (auto-évacuation) ou comme demandé par les autorités locales. Le problème avec la comptabilisation des déplacements associés aux ordres d'évacuation obligatoires est que ces ordres couvrent plus de personnes que celles comptées dans les abris temporaires.

Au Japon, par exemple, au plus fort du cyclone tropical, près de deux millions de personnes ont reçu l'ordre d'évacuer, mais moins de 31 000 étaient enregistrées dans des abris (cf. En détail - Japon, p. 30).<sup>299</sup> Deux facteurs expliquent au moins certaines de ces divergences. Premièrement, il se peut que les ordres d'évacuation ne soient pas suivis par toutes les personnes qui les reçoivent, ce qui signifie que le nombre de personnes couvertes par les ordres d'évacuation est susceptible de surestimer l'ampleur du déplacement. Deuxièmement, de nombreux évacués peuvent choisir de rester avec leur famille et leurs amis, dans des hôtels ou ailleurs, ce qui signifie que le nombre de personnes hébergées dans des abris est susceptible de sous-estimer l'ampleur du déplacement.

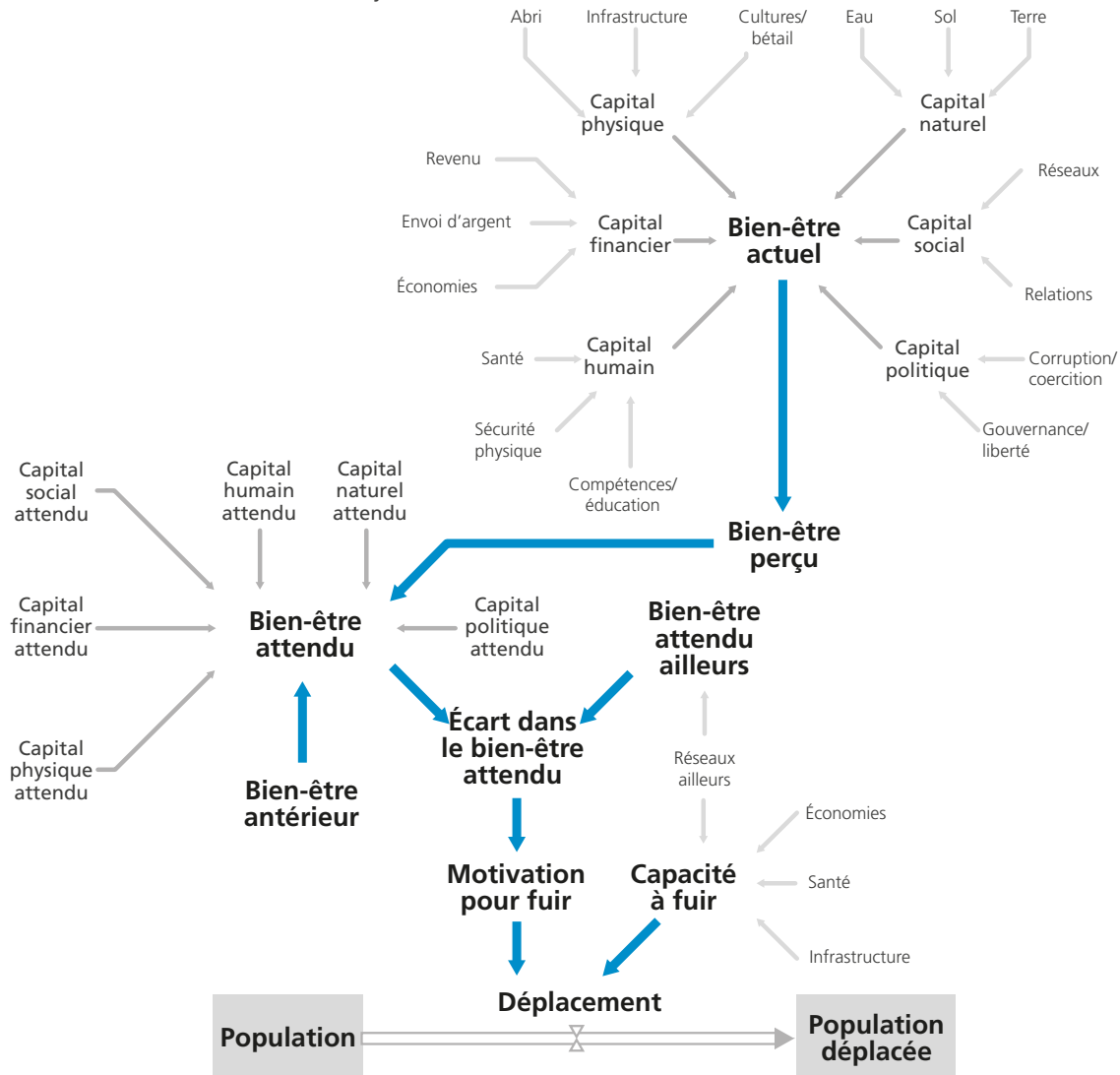
Les raisons pour lesquelles des personnes ne suivent pas les ordres d'évacuation sont complexes et variées, allant de problèmes concrets qu'ils posent aux personnes âgées et handicapées, au manque d'informations opportunes et accessibles, en passant par la perception et la communication du risque de catastrophe. À ces facteurs peut s'ajouter le souhait des personnes de protéger leur logement, leurs animaux domestiques, leur bétail et d'autres biens.<sup>300</sup> Les facteurs socioéconomiques peuvent également avoir une influence. Certains ménages peuvent ne pas être en mesure d'évacuer par leurs propres moyens, et les mêmes personnes peuvent également être vulnérables pour d'autres raisons, par exemple parce qu'elles sont situées dans des plaines inondables, vivent dans des maisons mobiles ou ne disposent pas de moyens de transport fiables.<sup>301</sup>

De nombreux rapports sur les déplacements liés à des catastrophes fournissent des données sur les ordres d'évacuation, mais pas nécessairement sur le nombre de personnes qui les respectent. Il est donc difficile de détecter l'ampleur des déplacements liés aux catastrophes, car de nombreuses personnes ne suivent pas les ordres d'évacuation obligatoires, prenant le risque de rester sur place (cf. Encadré 6).

Les déplacements liés aux catastrophes et à la dégradation de l'environnement à évolution lente sont également difficiles à suivre. Il est difficile de les distinguer de la migration interne et d'en brosser un tableau complet car ils englobent divers phénomènes, facteurs, déclencheurs, impacts et types de mouvements. Des exemples plus concrets et des preuves de la façon dont les déplacements se produisent dans différentes situations à évolution lente sont nécessaires pour éclairer des évaluations des risques plus solides et des réponses politiques appropriées.

Pour remédier à ces problèmes, l'IDMC a commencé à explorer la modélisation et l'interconnectivité des systèmes afin de comprendre la complexité des déplacements à évolution lente. Une approche similaire est utilisée pour mieux comprendre les facteurs interdépendants à l'origine des déplacements liés à la violence criminelle dans le Triangle du Nord de l'Amérique centrale (cf. Figure 17, p. 74).<sup>302</sup>

FIGURE 17 : Interconnectivité des systèmes



Sur la base de la dynamique des systèmes et des approches de modélisation basées sur des agents, l'IDMC analyse également la manière dont les réponses politiques et les investissements à long terme déterminent le risque de déplacement. Cela aide à comprendre les circonstances dans lesquelles le déplacement est susceptible de se produire et pourquoi. Cette approche permettra à l'IDMC de modéliser des scénarios de risque de déplacement dans différentes situations à évolution lente et avec différentes interventions politiques.

## PRISE EN COMPTE DU RISQUE FUTUR

De nombreux gouvernements et intervenants opérationnels reconnaissent la nécessité d'évaluer le risque de déplacement futur. Il existe une demande croissante pour des modèles de risques de déplacement et des outils de prévision permettant d'estimer l'ampleur et la sévérité des déplacements futurs et d'en révéler les facteurs sous-jacents. Cependant, le

développement et l'amélioration de ces outils n'ont pas encore répondu à la demande.

L'utilisation d'approches probabilistes pour estimer le déplacement nécessite toutefois des informations très localisées et détaillées, et de nombreux gouvernements ne disposent pas des données nécessaires pour valider les modèles de risques et mener des évaluations complètes des risques. Un renforcement accru des capacités est nécessaire pour que les modèles puissent être adaptés aux besoins spécifiques et les résultats appliqués pour éclairer l'élaboration des politiques et la planification des investissements.

L'IDMC a publié son modèle global de risque de déplacement lié aux catastrophes en 2017.<sup>303</sup> La première itération, basée sur un modèle global mis au point par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), calcule le nombre moyen de personnes susceptibles d'être déplacées chaque année en raison de risques soudains (séismes, tsunamis, inondations, vents cycloniques et ondes de tempête).<sup>304</sup> Elle calcule la probabilité et l'intensité des aléas, ainsi que

FIGURE 18 : Comment le risque de déplacement est-il calculé ?



les composantes exposition et vulnérabilité pour estimer le risque de déplacement lié à une catastrophe (cf. Figure 18). Selon les résultats qui sont fondés sur la probabilité de destruction de logements en tant qu'indicateur indirect du déplacement, environ 14 millions de personnes en moyenne risquent d'être déplacées dans le monde au cours d'une année donnée à l'avenir.<sup>305</sup>

Étant donné que le modèle exclut les déplacements associés aux évacuations préventives, ce qui est particulièrement pertinent pour les pays à forte capacité de préparation aux catastrophes tels que le Bangladesh, la Chine, Cuba, les Philippines et le Vietnam, l'estimation du risque est par nature conservatrice. Ce modèle conviendra probablement mieux aux pays dotés de moins de capacités de préparation aux catastrophes.

Depuis, l'IDMC a travaillé en étroite collaboration avec l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETHZ) pour améliorer la capacité du modèle à prévoir le risque de déplacements provoqués par des inondations. L'augmentation de la résolution de la couche d'exposition de cinq kilomètres carrés à un seul a permis une évaluation plus fine des personnes et des biens exposés aux inondations. Cela, associé à la réexécution des scénarios de risque à l'aide des dernières technologies, a permis de produire une estimation plus précise indiquant que le nombre de personnes risquant d'être déplacées par des inondations est nettement plus élevé. Une meilleure résolution du modèle a également permis la désagrégation des chiffres des risques de déplacements provoqués par des inondations par zones urbaines et rurales (cf. En détail - Risque de déplacement par inondations, p. 84).

Les preuves produites par la modélisation des risques de déplacements provoqués par des catastrophes peuvent être utilisées pour éclairer les politiques et les investissements nationaux et locaux visant la réduction des risques de catastrophes et pour identifier les zones où un grand nombre de personnes risquent de perdre leur logement et d'être déplacées. Elles aident également à identifier les moyens requis pour les centres d'évacuation et l'ampleur de l'assistance nécessaire pour soutenir les personnes déplacées.

Le modèle de l'IDMC sert également de référence pour mesurer les progrès accomplis en matière de réduction des risques de catastrophes, y compris par rapport aux cadres internationaux tels que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. Il peut aussi être adapté pour soutenir les opérations en temps réel en indiquant le nombre et l'emplacement des habitations endommagées et détruites par les aléas modélisés ou observés.

## LA VOIE À SUIVRE

Les défis persistants concernant les données du déplacement interne sont interconnectés. Une approche systémique avec des normes communes et un renforcement de la coopération, de la coordination et de l'interopérabilité des données est essentielle pour que les gouvernements et autres parties prenantes comprennent, préviennent et traitent pleinement le phénomène grâce à de meilleures politiques et des efforts plus poussés en termes de planification et de réduction des risques.

De nouvelles technologies et approches ont le potentiel de surmonter certaines difficultés liées à l'obtention de données exhaustives, actualisées, précises et désagrégées sur diverses situations de déplacement. Utilisées dans le respect des questions éthiques de confidentialité et de protection des données, elles pourraient contribuer à combler les lacunes importantes que présente l'état actuel des connaissances.

Grâce à des données et des preuves plus solides, les gouvernements et autres parties prenantes seront mieux équipés pour comprendre et prévenir les futurs risques, ainsi que pour évaluer les progrès réalisés vers les objectifs fixés par les cadres normatifs internationaux tels que les Objectifs de développement durable, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030) et l'Accord de Paris. Plus important encore, ils seront également mieux à même de répondre aux besoins des personnes déplacées.